

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
1^{er} décembre 2011
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 4^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 4 octobre 2011, à 15 heures

Président : M. Tommo Monthe (Cameroun)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Kelapile

Sommaire

Point 142 de l'ordre du jour : Rapport d'activité du Bureau des services
de contrôle interne

Point 132 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement
administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-52904X (F)

**Merci de recycler**

La séance est ouverte à 15 heures 10.

Point 142 de l'ordre du jour : Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne
(A/66/286 (Part I) et Add.1)

Point 132 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (A/66/299)

1. **M^{me} Lapointe** (Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne), présentant le rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) (A/66/286 (Part I) et Add.1) dit que le taux de vacances de postes au BSCI a été ramené à 17% en août 2011, contre 23% une année plus tôt. Pour assurer une intervention en temps voulu face aux problèmes critiques recensés dans les rapports de contrôle et appuyer les efforts visant à promouvoir la responsabilisation et la transparence, le Bureau publiera ses rapports sur son site Web à compter de janvier 2012. Les rapports comprendront les plans d'action et la réponse de l'administration. Le BSCI fera ressortir l'importance des résultats d'audit en attribuant des notations (satisfaisant, partiellement satisfaisant ou laissant à désirer) aux résultats des audits internes. Toutes les recommandations ouvertes sont actuellement à l'examen; leur nombre sera réduit pour qu'elles soient plus gérables, de telle sorte que le personnel de direction et le BSCI puissent se concentrer sur les principaux secteurs de préoccupation. Les recommandations importantes et critiques qui n'ont pas été acceptées seront renforcées pour assurer l'acceptation des risques résiduels au niveau administratif approprié.

2. À compter de 2012, le Bureau fera un rapport sur les opérations de maintien de la paix et les autres opérations chaque année civile pour améliorer l'établissement de rapports et suivre les recommandations et la présentation de statistiques relatives à la responsabilisation au titre des contrats de mission des hauts fonctionnaires. D'autres initiatives visant à renforcer l'activité du BSCI concernent l'harmonisation des priorités de travail avec les risques pour l'Organisation, la définition d'un ensemble de techniques d'audit concernant l'analyse des résultats des programmes, le renforcement des techniques de travail et des systèmes internes ainsi que l'adaptation du logiciel de documentation électronique et de gestion aux besoins des utilisateurs et la création d'un Groupe de l'expertise numérique à la Division des enquêtes.

3. Le Bureau a publié 323 rapports pendant la période considérée; des précisions concernant les activités de la Division de l'audit interne, de la Division de l'inspection et de l'évaluation et de la Division des enquêtes sont présentées dans les paragraphes 30 à 53 du rapport [A/66/286 (Part I)].

4. **M. Walker** (Président du Comité consultatif pour les questions d'audit), présentant le rapport du Comité consultatif sur ses activités pour la période allant du 1^{er} août 2010 au 31 juillet 2011 (A/66/299) dit que pendant la période considérée, les membres du Comité consultatif indépendant ont poursuivi leur pratique consistant à avoir des entretiens avec une large gamme de parties prenantes des Nations Unies et ont bénéficié d'un accès adéquat aux personnes, documents et rapports qu'ils jugeaient nécessaire pour leurs travaux. Le rapport contient un plan de travail pour 2012, fondé sur les responsabilités du Comité consultatif indépendant, le cycle budgétaire de l'ONU et les sessions de l'Assemblée générale, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité des commissaires aux comptes.

5. Au 30 juin 2011, le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit avait fait au total 82 recommandations, dont 43 avaient été appliquées et dont 24 étaient en cours d'application ou en attente d'examen. Quinze recommandations sur le BSCI et le système de responsabilisation à l'Organisation des Nations Unies avaient été mises de côté pour que l'Assemblée générale les examine. L'actuel rapport contient 15 nouvelles recommandations, portant ainsi le total à 97.

6. L'augmentation des taux d'application des recommandations des organes de contrôle constitue une évolution dans la bonne voie. Toutefois, pour être un élément essentiel de la responsabilisation, les recommandations doivent être d'excellente qualité, présenter une utilité pratique et être appliquées en temps voulu; le Comité consultatif indépendant examinera donc l'initiative que doit présenter le BSCI dans son traitement des recommandations présentées à l'administration. M. Walker prend acte des travaux du Haut Comité de gestion qui a consacré plusieurs sessions à l'examen et au suivi des recommandations d'organes de contrôle.

7. En dépit de l'évolution vers une planification des audits axés sur les risques du BSCI et des efforts de

l'administration en vue d'établir solidement le cadre de gestion des risques de l'Organisation, il faut faire davantage. Une organisation aussi importante et complexe que l'Organisation des Nations Unies devrait disposer d'un cadre solide de gestion des risques dirigé au plus haut niveau. À cet égard, le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit a réaffirmé ses recommandations concernant le système de responsabilisation.

8. Dans son examen des états financiers de l'Organisation et des rapports du Comité des commissaires aux comptes, le Comité consultatif indépendant a constaté que les contributions volontaires représentent un pourcentage croissant des ressources globales des organismes des Nations Unies et recommande que l'Organisation identifie et atténue ces risques.

9. Les taux élevés de vacance de postes au BSCI constituent un problème de longue date. M. Walker se félicite de la diminution des taux en général et en particulier de ce que trois postes essentiels de direction aient été pourvus. Le maintien d'un taux de vacance élevé à la Division des enquêtes peut toutefois avoir des incidences sur les résultats du projet pilote sur les enquêtes. L'Institut des auditeurs internes vient d'achever une enquête sur le BSCI et publiera ses conclusions dans un proche avenir.

10. L'avis du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit s'agissant de la proposition relative aux audits de gestion qui doit être élaborée conformément à la résolution 65/243 de l'Assemblée générale figure aux paragraphes 54 à 57 de son rapport (A/66/299).

11. M. Walker constate avec préoccupation les deux avis récents du Bureau des affaires juridiques touchant en premier lieu les compétences du BSCI en matière d'audit concernant les fonds et programmes et en deuxième lieu le fait de savoir si les deux membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit nommés pour un mandat initial de 4 ans pouvaient être reconduits dans leurs fonctions pour un mandat supplémentaire de 3 ans. Son propre mandat et celui du Vice-Président John Muwanga s'achèveront à la fin de 2011. Il a été honoré d'être président du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit pendant les quatre premières années de son existence et ne cherchera pas à être reconduit dans ses fonctions.

12. **M. Di Luca** (Argentine), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine constate que les recommandations du BSCI ont pour objectif la réalisation d'économies, le remboursement des trop-payés, les gains d'efficience et la gestion systématique des risques et réitère l'appui du Groupe en faveur de l'indépendance opérationnelle du BSCI. M. Di Luca réaffirme les rôles distincts des mécanismes de contrôles interne et externe et prie instamment le BSCI de poursuivre son activité de coordination avec le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection pour éviter les chevauchements dans les fonctions et minimiser les lacunes dans la couverture des contrôles. Le Groupe cherchera à obtenir des éclaircissements lors des consultations officielles sur les initiatives en cours visant à renforcer le BSCI.

13. L'intervenant félicite les organismes des Nations Unies qui ont accepté et appliquent sans relâche les recommandations du BSCI mais se déclare préoccupé par l'augmentation du nombre des recommandations non acceptées et par la diminution des taux d'application, y compris s'agissant des recommandations critiques. Au cours des débats sur cette question, le Groupe des 77 aura à l'esprit les observations faites le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit au sujet de la quantité et de la qualité des recommandations du BSCI. L'intervenant prie instamment le BSCI de continuer à collaborer étroitement avec le Secrétariat et d'autres entités des Nations Unies pour faciliter l'application des recommandations et résoudre les divergences avant qu'elles prennent de l'ampleur.

14. Si le Groupe se félicite que les postes vacants du BSCI aient été pourvus, il est préoccupé par la difficulté à atteindre des niveaux d'effectifs optimaux, en particulier à la Division des enquêtes et à la Division de l'audit interne. Les postes qui demeurent vacants devraient être pourvus de toute urgence, un accent particulier étant mis sur une répartition équitable entre les sexes et sur le plan géographique.

15. Notant la recommandation du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit visant à renforcer l'efficacité et l'impact des audits et des autres fonctions de contrôle, le Groupe prie instamment les organes de contrôle de poursuivre leurs échanges de données d'expérience, de connaissances, de meilleures pratiques et d'enseignements.

16. **M. Dettling** (Suisse), parlant également au nom du Liechtenstein, se félicite des améliorations apportées à la méthode de gestion des risques du BSCI, conformément aux recommandations du Comité consultatif indépendant. Il espère qu'à l'avenir cette optique de gestion des risques d'audit sera également appliquée aux enquêtes. La délégation suisse se féliciterait de l'inclusion dans les futurs rapports annuels du BSCI d'une analyse sur l'évolution des catégories de risques au Secrétariat. Si le BSCI a fait des progrès encourageants en matière de gestion des risques, un cadre solide de gestion des risques à l'échelle de l'Organisation serait nécessaire pour réaliser des audits fondés sur une analyse des risques; l'intervenant prie instamment le Secrétaire général de renforcer les moyens dont dispose le Secrétariat en matière d'évaluation et d'atténuation des risques et de contrôle interne. La délégation suisse se félicite de la réduction du taux de vacance au BSCI et de la nomination de directeurs de divisions en particulier.

17. Le BSCI a recommandé des modifications utiles au système de notation des rapports d'audit et au classement des recommandations. Certaines des questions examinées dans le rapport, y compris les dispositifs de financement des activités du BSCI et les relations entre le Bureau et l'Assemblée générale concernent la notion d'indépendance opérationnelle. M. Dettling espère que la Cinquième Commission et le BSCI affineront la notion d'indépendance opérationnelle pour renforcer le rôle et les responsabilités de toutes les parties prenantes.

18. **M^{me} Lee** (Singapour) se félicite des progrès réalisés pour pourvoir les postes vacants au BSCI, en particulier les postes de direction. Toutefois, elle partage les préoccupations du Comité consultatif indépendant selon lesquelles le maintien d'un taux de vacance élevé à la Division des enquêtes pourrait porter atteinte à l'activité du Bureau.

19. Le BSCI et l'administration devraient continuer à coordonner leur action pour éviter de créer une confusion pour les parties prenantes essentielles et devraient collaborer pour améliorer le taux d'application des recommandations du BSCI. Le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit a fourni sans relâche des aperçus utiles sur la manière dont le BSCI pourrait améliorer son activité.

20. L'Organisation des Nations Unies devrait maintenir les rôles séparés et distincts des mécanismes

de contrôles interne et externe : le BSCI, le Comité des commissaires aux comptes, le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit et le Corps commun d'inspection accomplissent des fonctions complémentaires dans un cadre qui permettra de renforcer l'Organisation et de la rendre plus efficace.

21. **M. Lieberman** (États-Unis d'Amérique) se félicite des recommandations du Comité consultatif indépendant concernant la fonction de contrôle à l'Organisation des Nations Unies, le cadre de responsabilisation, les audits de gestion et les rôles du Comité des commissaires aux comptes et du BSCI.

22. M. Lieberman félicite la Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne de l'activité menée au cours de l'année précédente pour renforcer le BSCI, y compris en pourvoyant les postes de direction vacants et en diminuant le taux global de vacance. Il salue la décision de rationaliser les rapports d'audit et de classer les recommandations en vue de fournir des produits plus utiles à l'administration ainsi que l'initiative visant à accroître la transparence en publiant les rapports d'audit sur le site Web du BSCI.

23. La délégation des États-Unis a été préoccupée par l'état des moyens d'enquête au BSCI depuis que l'Équipe spéciale concernant les achats a achevé ses travaux. Il espère que les nominations à des postes de direction, l'harmonisation de la conduite des enquêtes et des audits afin de recenser les faiblesses dans le système et le recrutement de personnel qualifié en vue d'enquêter sur les malversations permettront au BSCI de contrôler rigoureusement les ressources de l'Organisation des Nations Unies. À cet égard, le Gouvernement des États-Unis appuiera une proposition visant à créer un poste de sous-secrétaire général en vue de collaborer à la gestion des divisions du BSCI et au traitement des problèmes administratifs et transversaux.

24. L'intervenant souscrit à la recommandation du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit concernant une proposition d'arrangements et de financement pour le BSCI, en particulier s'agissant des entités des Nations Unies financées au moyen de contributions volontaires, de telle sorte que l'activité du BSCI ne soit pas compromise faute de financement.

25. **M^{me} Mollestad** (Norvège) dit que l'Organisation des Nations Unies devrait faire preuve d'une tolérance zéro envers la corruption, la fraude ou les malversations. En outre, l'indépendance opérationnelle

du BSCI est essentielle pour la crédibilité et la légitimité de l'Organisation. L'intervenante se félicite des plans visant à accroître l'efficacité et la transparence des résultats des audits internes. Certains des résultats exposés dans le rapport du BSCI [A/66/286 (Part I)] illustrent les avantages de l'approche du contrôle fondé sur le risque. La délégation norvégienne appuie les plans visant à réduire le nombre des rapports et des recommandations publiés par le BSCI de manière à se concentrer sur les questions les plus critiques et à améliorer le contrôle de l'application des recommandations.

26. Il est important d'harmoniser le modèle de plan de travail du BSCI d'une part et les ressources financières et humaines dont il dispose de l'autre. M^{me} Mollestad se félicite que des postes de directeurs vacants aient été pourvus au BSCI et note qu'il faudrait redoubler d'efforts pour résoudre les problèmes posés par le taux élevé de vacance de postes. Le BSCI doit être doté des ressources nécessaires pour tirer parti des travaux positifs qu'il a faits jusqu'à présent.

27. **M. Nguyen Dinh Hai** (Viet Nam), se félicitant des travaux du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit et du suivi de l'application des recommandations par ce dernier souscrit au projet de calendrier d'activités pour 2012. La délégation vietnamienne estime, à l'instar du Comité consultatif indépendant, que le taux d'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes relatives au maintien de la paix devrait être amélioré, de manière à renforcer la responsabilisation. Le nombre considérable de recommandations dans le domaine de la logistique indique les problèmes systémiques auxquels il faut remédier. L'intervenant estime également, avec le Comité consultatif indépendant, que pour renforcer la responsabilisation au Secrétariat, le Haut Comité de gestion devrait accorder davantage d'attention aux recommandations du BSCI concernant des problèmes de gestion critique ou à risque élevé qui ne sont toujours pas appliquées et devrait avoir des relations plus fréquentes avec les organes de contrôle. Le contrôle est un processus permanent qui devrait aider les fonctionnaires à atteindre les normes les plus élevées d'éthique, de responsabilisation et de résultats professionnels.

28. **Le Président** demande si, de l'avis du Président du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, le contrôle a été renforcé à l'Organisation des Nations Unies depuis la publication du rapport Volcker

sur le programme « pétrole contre nourriture », lequel avait abouti à la création du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit.

29. **M. Walker** (Président du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit) dit que, depuis la création du Comité, on a pu constater des améliorations dans le contrôle en général et au BSCI en particulier, ainsi que s'agissant de la relation entre l'administration et les organismes de contrôle. Un certain nombre de domaines nécessitent encore une attention et la tâche ne sera jamais achevée; si les risques ont été réduits, il n'existe pas de risque zéro. L'Organisation des Nations Unies doit maintenant se centrer sur une amélioration permanente et sur la qualité des résultats compte tenu des ressources disponibles. Ce problème concerne non seulement les activités de contrôle mais l'Organisation tout entière.

La séance est levée à 16 h 5.